

INSCRIT AUX TRAVAUX DE LA TRIPARTITE DE DÉCEMBRE PROCHAIN

Benmeradi parle de révision
et non d'abrogation du 87 bis

C'est officiel, l'article 87 bis du code du travail sera à l'ordre du jour de la tripartite sociale qui se tiendra en décembre prochain. Sa révision est désormais admise par le gouvernement. L'annonce en a été faite hier par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale M. Benmeradi lors de son intervention sur les ondes de la Radio Chaîne trois.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Le ministre du Travail a indiqué que les conditions sont «relativement meilleures», notamment pour le tissu économique, pour supporter «un choc» d'une révision de l'article 87 du code du travail. «Je pense que les conditions sont relativement meilleures. Le tissu économique est plus ou moins en mesure aujourd'hui de supporter un choc d'une révision de l'article 87 bis. Les conditions (de la révision) sont au fur et à mesure en train d'être assemblées pour être traitées», a-t-il ajouté.

Le ministre a précisé que la question de la révision de cet article sera débattue lors de la prochaine tripartite, ajoutant qu'«aujourd'hui, cette question est à même d'être tranchée». «Il n'y a

pas eu une demande d'abrogation de cet article, mais une demande de sa réécriture de manière à exclure de la composition du SNMG (salaire national minimum garanti) un certain nombre d'indemnités qui, effectivement, à la demande du partenaire social, ne devraient pas y figurer, comme l'indemnité de l'expérience professionnelle qu'il est tout à fait aberrant d'inclure dans le salaire de base», a-t-il relevé.

L'amendement de l'article 87 bis, qui stipule que «le salaire minimum national garanti doit comprendre le salaire de base, les primes et les indemnités, quelle que soit leur nature, à l'exception des indemnités versées pour payer les dépenses assumées par le travailleur», permettra, selon



Photo : Samir Sid.

Benmeradi assure que le tissu économique est en mesure de supporter un choc d'une révision.

des spécialistes, de le «mettre en conformité avec la politique des salaires en vigueur et avec la réforme de la Fonction publique».

Pour rappel, l'ex-ministre du Travail, M. Tayeb Louh, avait annoncé, au lendemain de la 13^e

tripartite, que l'article 87-bis serait révisé, dans le cadre du code du travail en cours de préparation.

Cette annonce de taille avait surpris plus d'un dans la mesure où la question n'a même pas figuré à l'ordre du jour de la tripartite et

que le gouvernement a toujours refusé l'idée de revenir sur sa décision prise en 1990, pour limiter la portée des augmentations du SNMG, en incluant les primes au salaire de base.

La Centrale syndicale, qui revendiquait l'abrogation de cet article, a fini par s'avouer vaincue et n'a plus renouvelé cette revendication. Il reste à savoir si le patronat s'inscrira dans cette démarche ou affichera son opposition.

Pour rappel, lors de sa dernière sortie médiatique sur le sujet, le président du CNPA, M. Naït Abdelaziz, reconnaissait qu'il restait encore à trouver des consensus sur plusieurs questions dont l'article 87-bis, précisant que la commission chargée d'étudier la faisabilité de l'abrogation de cet article «n'a pas encore rendu ses conclusions».

A. B.

RELOGEMENT DANS LA WILAYA D'ALGER

«Plus aucun logement ne sera attribué sans commodités», promet le wali

«Plus aucun logement ne sera distribué dans la wilaya d'Alger sans les commodités nécessaires et sans équipements publics d'accompagnement», promet le wali de la capitale qui a fait part de la réception prochaine de pas moins de 20 000 unités d'habitation réservées aux opérations de relogement.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Mohamed Kébir Addou, qui intervenait hier, à l'ouverture d'une session ordinaire de l'APW d'Alger consacrée, deux jours durant (hier et aujourd'hui), à l'évaluation des rentrées scolaire et universitaire, l'étude et l'adoption du BP, l'étude du dossier de l'environnement et, enfin, l'étude et l'adoption du règlement intérieur de cette auguste assemblée, n'y est pas allé par trente-six chemins pour annoncer que plus aucun logement ne sera attribué tant que les travaux de voirie et de réseaux divers et les équipements publics, telles les écoles et les agences postales, ne sont pas effectués et n'accompagnent pas ces nouvelles cités d'habitation. Actuellement, ils sont près de 20 000 logements à être en voie de finition et seront réservés à la prochaine opération de relogement dans la capitale. Une opération que le wali veut s'entourer du maximum de conditions de réussite. D'où l'installation d'une commission de suivi au niveau de la wilaya avec des démembrements à l'échelle des circonscriptions administratives auxquels sont associés même les Sages et relais associatifs représentatifs au niveau des quartiers qui seront sillonnés par des inspecteurs. «C'est une opération importante, il faut que le logement aille aux vrais nécessiteux», soutient le wali qui invitera tous les intervenants dans



Photo : Samir Sid.

Près de 20 000 logements sont en voie de finition.

l'opération à agir selon leur «conscience». Et de faire part, dans ce sens, de la révision du recensement effectué en 2007 à l'effet, selon lui, de «ne léser personne et d'actualiser les données». «Nombre de cellules familiales se sont, depuis, élargies et il ne s'agit pas pour nous de nous précipiter», ajoute-t-il.

Mohamed Kébir Addou relèvera les nombreux cas de bénéficiaires de l'opération de 2011 qui ont vendu les logements dont ils ont bénéficié pour s'installer à Bab-Ezzouar. «Des gens qui ne sont pas dans le besoin ont eu affaire à la justice à l'effet de restituer les logements dont ils ont été attributaires», affirme-t-il, promettant prendre tout le temps pour étudier «soigneusement chaque dossier».

Evoquant la restauration du centre historique d'Alger constitué de pas moins de 7 boulevards et 4 perpendiculaires, le wali explique le retard accusé dans le projet par le manque d'entreprises locales spécialisées dans ce genre de travaux qui exigent qualification et technicité. D'où, soutient-il, «le recours à des avis d'appels d'offres internationaux». Et là encore, il faudra, précise-t-il, «faire

preuve de précaution en filtrant ces sociétés étrangères dont une, espagnole, a été tout simplement retirée de la course, l'enquête diligentée avec le concours de notre ambassade à Madrid ayant révélé sa non-qualification pour ce genre de travaux spécifiques».

Et pour pallier cette indigence en la matière, le wali dit faire profiter des sociétés algériennes du savoir-faire étranger en installant un chantier-école. «On construit mais on aura recours un certain temps à la maintenance et à la réhabilitation.» Par ailleurs, le wali d'Alger a annoncé l'ouverture partielle, dans sa première tranche, de la promenade des Sablettes, avant la fin de l'année en cours, une réception initialement prévue pour juillet dernier comme promis par l'ancien ministre des Travaux publics, Amar Ghoul. Un report dû au souci d'associer à ce projet celui de l'aménagement de l'oued El Harrach et à la procédure lente d'acquisition de kiosques.

Mohamed Kébir Addou a également fait part que la capitale bénéficiera d'un projet de CHU de 800 lits dont l'assiette a été déjà retenue.

M. K.

Mise au point de la Banque
Extérieure d'Algérie

Suite à la parution de votre article de ce jour, sous le titre «Situation inquiétante à la BEA sur les aspects de recouvrement des créances des crédits accordés à la clientèle privée», se fondant sur une prétendue correspondance interne portant référence N° 832/2013 de la Direction de l'Inspection générale qui aurait été adressée, en date du 18/08/2013 au P-dg de cette institution, nous avons l'honneur de vous informer que la banque s'inscrit en faux devant les allégations rapportées.

1. Au plan de la forme, ce document n'a jamais existé. Il s'agit d'un faux conçu par des officines malveillantes. Le directeur de l'Inspection générale est en mesure d'apporter les éléments tangibles prouvant l'inexistence d'un tel document.

2. Au plan du fond, la BEA, à l'instar des banques de la place, fait l'objet régulièrement de contrôles et de revues des engagements, sur place et sur pièce, de la part des organes de supervision, outre les reportings réglementaires sur ce volet, auxquels la banque est astreinte. Les manquements dont votre journal fait état, n'ont pas fait l'objet de constats de la part de ces derniers. Mieux, l'audit diligenté par la Banque d'Algérie, sur le volet «engagements» de la BEA, réalisé par un cabinet qualifié (de renom international), à l'instar des autres banques publiques, a restitué, fin exercice 2012, ses conclusions qui ont mis en exergue ce qui suit :

- Les créances non performantes sont correctement et suffisamment couvertes par des provisions au regard des exigences réglementaires. Il est à souligner que la banque tient compte uniquement des garanties financières dans le calcul des assiettes de provisionnement.

Au final, le ratio des créances non performantes nettes de provision est évalué, au 31/12/2011, pour l'ensemble du portefeuille, à un taux de 4 %. Ce taux est de 1 % pour les créances du secteur privé.

- La revue du processus d'octroi de crédit n'a pas relevé de dysfonctionnements, puisque les règles de délégation sont respectées et les décisions sont appuyées par des analyses et contrôles à plusieurs niveaux.

- La revue des crédits, par niveau de concentration, selon la réglementation prudentielle, a permis de constater que la banque n'enregistre aucun dépassement des limites réglementaires, à fin 2011.

- Concernant la gestion du recouvrement des créances non performantes, la banque a mis en place un dispositif réglementaire encadrant la gestion du recouvrement dans l'ensemble de ses phases (amiable, précontentieux et contentieux) et son application a entraîné une amélioration sensible des actions de recouvrement.

(Rapport/Dixit).

3. Ces tentatives visant à nuire à la réputation de la BEA, atteindre le moral de son collectif et à ébranler la confiance instaurée entre l'Institution et ses déposants, ne sont pas nouvelles. Votre publication aurait gagné déontologiquement parlant, si votre quotidien avait pris soin de prendre l'attache des services de la banque, aux fins de vérifier la véracité du document et des allégations contenues.

A ce titre, nous vous prions de bien vouloir insérer dans vos colonnes, aux même lieu et place, cette mise au point et ce, afin d'éviter tout autre prolongement.